

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20032 - 77ÈME ANNÉE

Les Saint-Leusiens appelés à prendre la parole et s'organiser

Section PCR de Saint-Leu : « Quels vœux souhaiter pour 2022 ? »

« Après deux ans de pandémie mondiale et d'économie chahutée, une longue période difficile où la crainte et les interdits ont été si omniprésents, peut-on encore souhaiter une bonne année en 2022 ? »

« Pour cette nouvelle année qui démarre, impossible de claquer la bise, de claironner de Meilleurs vœux ! Comme si de rien n'était, alors que 2022 se présente avec un gigantesque point d'interrogation, beaucoup s'inquiétant pour leur santé, leur emploi, leurs entreprises, leur condition de vie sociale...

Suite aux dernières annonces gouvernementales, nous entrons dans une nouvelle période de situation d'état d'urgence sanitaire.

Que pouvons-nous attendre de 2022 ?

– Le taux de chômage réunionnais reste un des plus élevés de France

– 332.500 Réunionnais vivaient de manière précaire, un chiffre plus de deux fois supérieur au taux de pauvreté relevé en métropole par l'Insee (1.063 euros par mois).

Les prix flambent à tous les niveaux. La situation générale est très grave : les pauvres et les travailleurs subissent les conséquences d'une politique de régression sociale, de privation de liberté...

La population de la Réunion vieillit. en 2030, cette population va s'accroître pour arriver au nombre de 225 000. La Réunion doit donc se préparer à cette perspective...

A Saint-Leu, vers une année d'austérité pour établir le budget 2022 ?

La section PCR de Saint-Leu avait attiré l'attention sur les difficultés financières de la Commune pour les élections municipales du 28 juin 2020 à travers un appel « Non à l'augmentation d'impôts » (publication du 25 mai 2020).

Les conclusions de la Chambre Régionale des Comptes étaient très claires. Le pouvoir en place depuis 2008 avait assuré une bonne santé financière de la Commune. Les récentes déclarations du Maire dans les médias viennent sonner la fin des élections et laissent entrevoir les débuts d'austérité qui vont peser lourdement dans les budgets des familles. Bienvenue dans le monde du réel.

N'est-ce pas hypocrite de souhaiter comme vœux pour 2022 « une année florissante » à une population qui doit subir une augmentation de la fiscalité locale, une hausse du prix de la cantine ? Une redevance jusqu'à 20 fois plus chère pour une location des salles de la commune utilisée par les plus pauvres pour les événements familiaux ? Quant au personnel bye, bye sur les tickets restaurants promis et tant attendus ?...

La population saint-leusienne a-t-elle voté pour cela ?

La population a beaucoup souffert des mesures drastiques à l'heure de cette pandémie qui ont occasionné une augmentation de dépenses en eau, électricité, gaz, alimentation..., etc. La population ne dispose donc pas de revenus supplémentaires pour supporter de nouvelles charges.

Alors oui, j'en appelle aux Saint-Leusiens-es à prendre la parole. Organisez-vous pour dire NON à toutes redevances et charges qui vont grever votre porte-monnaie en 2022. Nous y serons vigilants !

Que la nouvelle année, soit une année de consolidation de la section PCR de Saint-Leu, une année riche

en mobilisation et en doux moments partagés. Prenez surtout bien soin de vous.

Tiembo ensemb' – Bonne année de luttes !

Pour nous joindre : saint-leu@pcr.re/ facebook : Saintleu PCR

*P°/ la section PCR Saint-Leu
Simone Yée-Chong-Tchi-Kan »*

Face à la hausse du prix du pétrole, décision à l'encontre de l'Accord de Paris sur le climat

Forte baisse des taxes sur les carburants, le gaz et le pétrole en Russie

L'absence d'alternative aux énergies fossiles pour le chauffage et les transports expliquent pourquoi le gouvernement de la Russie décide de diminuer fortement le montant des taxes sur les produits pétroliers afin d'atténuer l'augmentation record des prix du pétrole et du gaz. La Russie est un des principaux producteurs de gaz et de pétrole. Le mode de vie de sa population est encore loin de reposer sur les énergies renouvelables. Le gouvernement choisit de baisser les taxes pour ne pas diminuer le pouvoir d'achat de la population, mais va à l'encontre de l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat.

Alors que les prix du pétrole et du gaz atteignent des records, le gouvernement de la Russie a décidé de baisser fortement les taxes sur les produits pétroliers et les carburants.

La taxe sur les exportations de pétrole russe diminue à partir du 1er

janvier de 30,80 dollars pour passer à 46,70 dollars la tonne (environ 41,20 euros), indique le ministère du Développement économique. Cette réduction est opérée dans le cadre d'une manœuvre fiscale dans l'industrie pétrolière qui prévoit de diminuer la taxe, depuis 2019, à raison d'un sixième de son montant par an. Le prix moyen du brut Urals était, du 15 novembre au 14 décembre, de 75,75 dollars (presque 67 euros) pour le baril, alors qu'un mois plus tôt, il coûtait l'équivalent de 72,80 euros. Les prix du gaz ne cessent de grimper et ont volé de record en record l'année dernière. Après une forte hausse de 10% au 1er juillet, de 5% en août et de 8,7% en septembre, une nouvelle augmentation a été enregistrée au 1er octobre 2021.

Il s'avère aujourd'hui que ce n'était que le début puisque le 6 octobre, les prix ont flambé pour atteindre 1.740 euros le millier de mètres cubes. Un record qui a été pulvé-

risé deux mois plus tard, avec plus de 1.855 euros.

La taxe sur les produits pétroliers légers et les huiles est réduite à 14 dollars au lieu de 23,20 dollars la tonne (environ 12,30 euros au lieu de 20,50 euros) et sur les produits lourds à 46,70 dollars au lieu de 77,50 dollars (respectivement 41,20 et 68,40 euros). Les taxes à l'exportation de l'essence commerciale représentent désormais 14 dollars la tonne, alors qu'elles étaient de 23,20 dollars, et l'équivalent de 22,50 euros au lieu de 37,60 la tonne pour la coupe Naphta.

La taxe sur le gaz de pétrole liquéfié (GPL) est ramenée à 120,80 dollars contre 168,80 dollars un mois plus tôt (106,70 euros contre 149,10 euros), pour les fractions pures de gaz naturel liquéfié (GNL) à 108,70 dollars contre 135 dollars (respectivement 96 et 119,30 euros). La taxe sur le coke passe de 5 dollars à 3 dollars pour la tonne.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Explosion de la Covid à La Réunion : et si le vrai responsable était le gouvernement

Le taux d'incidence n'a cessé de croître à La Réunion malgré les mesures prises par le gouvernement. Selon les derniers chiffres de Santé publique France, il s'approche des 1000 pour 100 000 habitants. L'épidémie s'est installée durablement chez nous.

A ce jour, notre île compte 76 602 personnes contaminées et 409 mortes depuis le début de la pandémie. Le 13 octobre dernier l'île sortait pourtant de l'état d'urgence sanitaire pour y rentrer de nouveau le 1er janvier. Mais comment peut-on encore comprendre quoi que ce soit. La seule chose cohérente est celle des pics épidémiques et des dates de vacances scolaire en France. Si on corrèle les pics épidémiques, hors variant, on constate qu'ils interviennent à chaque fois que la France est en vacances scolaires et que les avions sont pleins. Ce sont des faits. Mais à l'heure d'aujourd'hui, le gouvernement refuse toujours le contrôle strict des frontières pendant un temps donné. Ce ne sont pas les hommes les responsables et surtout pas les Réunionnais eux-mêmes comme on aimerait le présenter. C'est la stratégie mise en œuvre qui est inefficace. On tente d'appliquer la solution qui semble adaptée à un pays qui a des frontières physiques avec 8 pays et situé au centre des échanges de l'Europe, à une île dont la seule frontière est la mer et qui ne compte que deux points d'entrée du virus : le port et l'aéroport. On aurait dû mettre en œuvre une stratégie adaptée, la stratégie zéro Covid.

Des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, ou encore la Corée du Sud, ont opté quant à eux pour la « stratégie zéro covid ». Une courte étude publiée dans *The Lancet* le 28 avril 2021, s'intéresse à l'efficacité de la stratégie zéro-covid, y compris sur le plan économique. Les chercheurs expliquent que « les pays qui visent systématiquement l'élimination – c'est-à-dire une action maximale pour contrôler le SARS-CoV-2 et stopper la transmission le plus rapidement possible – s'en sortent généralement mieux que les pays qui optent pour l'atténuation. » Les pays qui ont opté pour la stratégie zéro covid, donc l'élimination avec des mesures strictes prises très tôt, ont considérablement freiné la mortalité mais également permis la reprise rapide de l'économie ; et ce avec plus d'efficacité que les pays qui ont essayé de vivre avec le virus ou de prendre les mesures plus tardivement.

Les cinq pays ayant le plus clairement opté pour la stratégie zéro covid (Australie, Islande, Nouvelle-Zélande, Japon, Corée du Sud) ont retrouvé leur niveau économique pré-pandémique. Par ailleurs, les mesures prises par ces pays, pourtant plus strictes et plus soudaines, semblent paradoxalement vécues

comme moins liberticides par la population. « Les pays qui optent pour vivre avec le virus vont probablement représenter une menace pour les autres pays, notamment ceux qui ont moins accès aux vaccins », ajoute l'étude. La méthode zéro covid consiste notamment en trois grands axes simultanés dès l'apparition de quelques cas dans un lieu : Confiner localement (la ville, le département, la région concernée) ; Confiner strictement (écoles fermées) ; Confiner immédiatement (le jour même de la détection). En clair, l'objectif n'est pas d'aplanir la courbe, mais de l'« écraser ».

Mais maintenant que le virus est installé, il faut pouvoir soigner les malades. Savez-vous qu'il n'y a pas de traitement en circulation hors traitement hospitalier pour les cas lourds ? La covid aurait-elle eu autant d'impact sur notre vie, si comme d'autres maladies on aurait un traitement sur 5 jours et après c'était fini. Et pourtant les traitements existent. Deux nouveaux traitements sont en cours d'élaboration qui pourraient avoir un impact sur la pandémie, un an après le début des premières campagnes de vaccination. Il s'agit du molnupiravir du laboratoire Merck/MSD (commercialisé sous le nom de Lagevrio) et du Paxlovid de Pfizer. Ce qui est frappant est que ces big Pharma l'annoncent par des communiqués de presse et non par des études scientifiques, le business a surpassé la science pour eux. La Chine annonce la mise sur le marché d'un traitement antiviral pour la fin janvier, et Cuba annonce détenir deux types de traitement efficace. L'épidémie est mondiale, nous ne pourrions pas y faire face si l'ensemble de la planète n'a pas accès au vaccin et au traitement. Les big Pharma ont fait assez d'argent avec l'épidémie, la People's Vaccine Alliance révèle que les sociétés derrière les trois vaccins les plus populaires contre la COVID – Pfizer, BioNTech et Moderna – réalisent des bénéfices combinés de 65 000 dollars par minute. Maintenant il faut lever les brevets et permettre à la planète entière de se soigner, sinon nous aurons tous les deux mois un nouveau variant plus dangereux que le précédent.

Dans tous les cas, l'épidémie a démontré que le système est à bout de souffle et qu'il faut en changer. Les décisions ne peuvent plus être prises à Paris pour nous sans nous.

« Errare humanum est, perseverare diabolicum » (« L'erreur est humaine, persévérer [dans son erreur] est diabolique ») Sénèque

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Bann kapitaliss lé kapab si zot i gingn brové vande bann zéskimo zot prop glass

Médame zé Méssyé, la sossyé, koz avèk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo vré masson.

Mézami, mi panss zot i kroi mwin l'après farssé mwin-la. Poitan mwin lé sèryé é mèm si mi plézante, mi plézante sèryèzman.

Pou kossa mi di sa ?

Pars lékonomi konm zot i koné sa lé mondyalizé é konm li lé mondyalizé néna sak i pans tout marshandiz i doizète protézé é néna sak i pans i fo li lé lib a la vante sof si ou néna in brové dossi.

A sipozé dann mon zardin néné pyé zèrbaz pou fé la tizane é an parmi so bann zèrbaz néna in zèrb i pèrmète vanj kont la kovid. Trakass pa, mwin na poin ! antouléka pèrsone la pankor trouv sa pou vréman ! Mwin k'lé kouyon konm la line do mars lé ron, mi dépoz pa brové, mi kontante amwin fé mon tizane trankilman é pétète donn sa inn-dé kamarade épi demande azot alé paf é moung amwin par lo préfé sansa madam la Doussette.

Ariv in lobby kapitalis internassyonal, k'i domann li ossi la tizane é a sipozé ké tizane-la i fé d'bien, mi donn in bransh. Mé son mové lintanssyon i arète pa la : li anvoye sa dann laboratoir, li fé son zéssé, épizapré li dépoze son brové.

Aprés mi oi li tré bien après vande sa dann lo mond antyé épi...anvoye zandarm pou fé amwin in prossé an kontrofasson. Obliz amwin arash mon bande pyé tizane , sansa plante mon tizane an maronaze. I pé fé sa ! Mé kissa i sa gingn larzan a gogo, kissa i sava fé fortune, La pa mwin, la pa bibi. Sé lo lobby kapitalist.

Sé pou sa mi di azot, talère bande kapitalist lé riskab pran in brové dsi la glass bande zéskimo pou arvande lo zafèr banna. Mi kite azot roflési la dsi é ni rotrou pli d'van.

Justin